

Amnesty International France, Broederlijk Delen, CAFOD, CCFD Terre Solidaire, Christian Aid, Church of Sweden, Diakonia, Finn Church Aid, Medical Aid for Palestinians, medico international, medico international schweiz, Mercy Corps, MS ActionAid Denmark, Oxfam France – Agir ici, Trocaire, United Civilians for Peace (une coalition d'ONG néerlandaises - Oxfam Novib, Cordaid, ICCO, et IKV Pax Christi)

Communiqué de Presse, mardi 22 décembre 2009

Les civils de Gaza dans l'incapacité de reconstruire un an après « Plomb durci » et « trahis » par la communauté internationale

Seulement 41 camions de matériaux de construction ont été autorisés à entrer depuis janvier 2009

Les maisons, écoles, hôpitaux et réseaux d'assainissement ne peuvent être reconstruits

La communauté internationale a trahi la population de Gaza en ne parvenant pas à traduire ses paroles en actes pour mettre un terme au blocus de Gaza qui empêche la reconstruction, déclare un groupe de 16 ONG humanitaires, de développement et de défense des droits dans un nouveau rapport¹ publié aujourd'hui (22 décembre) à la veille de l'anniversaire du début de l'opération militaire israélienne « Plomb durci ».²

Les autorités israéliennes n'ont autorisé que l'entrée de 41 camions de matériaux de construction dans Gaza depuis la fin de l'offensive à la mi-janvier, relèvent les ONG, dont Amnesty International France, le CCFD-Terre Solidaire et Oxfam France-Agir ici, alors qu'il en faudrait des milliers pour réparer les dommages causés aux maisons, aux infrastructures civiles, aux services publics, aux fermes et aux entreprises. Le rapport souligne qu'il est interdit à la population civile, ainsi qu'aux Nations Unies et aux ONG, d'importer des matériaux comme le ciment ou le verre, mis à part dans un très petit nombre de cas.

Nicolas Vercken, d'Oxfam France – Agir ici, a déclaré:

« Non seulement Israël, en imposant le blocus, a puni tous les habitants de Gaza pour les agissements de quelques uns, mais en outre les grandes puissances ont également abandonné, et même trahi, les Gazaouis. Elles ont froncé les sourcils et prononcé des discours, mais n'ont presque rien fait concrètement pour tenter de changer cette politique destructrice qui empêche la reconstruction, la réhabilitation des personnes et la reprise économique ».

« Le Hamas et les autres groupes palestiniens armés, doivent aussi maintenir leur actuelle cessation des hostilités de facto, stopper de façon permanente les tirs de roquettes indiscriminés vers Israël depuis Gaza. Et toutes les factions palestiniennes doivent par ailleurs intensifier le dialogue en vue de la réconciliation vers un gouvernement palestinien réunifié qui sera effectivement capable de répondre aux besoins de sa population civile ».

Selon les auteurs du rapport, le blocus a également conduit à de fréquentes coupures d'électricité, de gaz et d'eau, avec des conséquences désastreuses sur la vie quotidienne et la

santé publique. A cela s'ajoutent les restrictions d'approvisionnement en gaz industriel imposées de façon continue par Israël, privant 90% des Gazaouis de courant pendant 4 à 8h par jour.

Le blocus, qui avait commencé en juin 2007 après que le Hamas a pris le contrôle de la Bande de Gaza, a fortement aggravé la pauvreté, contribuant à rendre 80% de la population dépendante de l'aide. Les entreprises et les fermes ont été contraintes de fermer et de renvoyer leurs ouvriers. La quasi interdiction qui pèsent sur les exportations a frappé les agriculteurs de plein fouet, et leur situation s'est détériorée avec la guerre qui a dévasté 17% des terres arables, serres et systèmes d'irrigation. En outre, 30% des terres arables ont été interdites d'accès et estampillées « zone tampon » par les militaires israéliens depuis la fin de l'offensive.

Geneviève Garrigos, Présidente d'Amnesty International France déclare au sujet du blocus de Gaza :

« On ne peut pas punir collectivement les habitants de Gaza pour les agissements de seulement quelques-uns. Nous condamnons toute attaque de roquettes sans distinction sur Israël. Si Israël a le devoir de protéger ses citoyens, les moyens auxquels il a recours doivent être conformes au droit international humanitaire et au droit international des droits humains. »

En imposant le blocus sur la bande de Gaza, Israël est en du droit international humanitaire de procéder à des peines collectives, indique le rapport dans lequel les ONG demandent à Israël de lever le blocus. Ces mêmes ONG déclarent également que les Gazaouis ont été trahis par la communauté internationale qui peut et doit faire bien davantage pour mettre un terme à ce blocus illégal et inhumain. Elles appellent notamment l'UE à entreprendre une action concertée immédiate pour obtenir la levée du blocus de Gaza avant la fin de la présidence espagnole en 2010.

Les ONG demandent également aux Ministres des Affaires étrangères européens et au nouveau Haut Représentant de l'UE pour les Affaires étrangères, Catherine Ashton, de visiter Gaza et de se rendre compte par eux-mêmes de l'impact du blocus sur la population (4). Obtenir l'ouverture immédiate des points de passage de Gaza pour les matériaux de construction pour réparer des maisons détruites et des infrastructures civiles alors que l'hiver s'installe serait un pas important vers la fin du blocus, soulignent les ONG.

Emmanuelle Bennani, du CCFD-Terre Solidaire :

« Les déclarations de la communauté internationale exprimant sa désapprobation du blocus de Gaza ne suffisent pas. Tous les Etats doivent insister auprès du gouvernement israélien afin qu'il arrête le blocus et laisse les habitants de Gaza reconstruire leurs vies. Il ne doit plus y avoir aucune excuse pour la communauté internationale »

CONTACTS

Oxfam France-Agir ici : Nicolas Vercken / 0618983797 / nvercken@oxfamfrance.org

Amnesty International France : Marilyne Griffon / 0153386623

CCFD-Terre Solidaire : Emmanuelle Bennani / 06 64 75 22 23

NOTES AUX REDACTIONS

¹ Peu de temps après l'opération Plomb durci, Nicolas Sarkozy avait déclaré : « Gaza ne peut pas continuer à être la plus grande prison à ciel ouvert au monde ! »

² *Abandon de Gaza : Aucune reconstruction, aucune réparation, plus d'excuses* est disponible pour les journalistes sur simple demande

³ Les frappes aériennes israéliennes avaient débuté le matin du 27 décembre 2008

4 Bernard Kouchner avait essayé de le faire en octobre 2009 mais s'est vu refuser l'entrée à Gaza par Israël.